



ACTUALITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DU PORTUGAL

Du 7 au 21 décembre 2017

Indicateurs macroéconomiques

Croissance PIB (%)	3 ^{ème} trimestre 2017 (INE)	0,5
	Prévision 2017 (Gouvernement)	2,6
Déficit public (% du PIB)	1 ^{er} semestre 2017 (Gouvernement)	-1,9
	Prévision fin 2017 (Gouvernement)	-1,4
Solde primaire (% du PIB, prévision fin 2017) (Gouvernement)		2,7
Dettes (% du PIB)	Fin 2016 (Gouvernement)	130,1
	Prévision fin 2017 (Gouvernement)	126,2
Exportations de biens (Md€, 1 ^{er} semestre 2017) (INE)		27,8
Importations de biens (Md€, 1 ^{er} semestre 2017) (INE)		34,1
Exportations de services (Md€, 1 ^{er} semestre 2017) (INE)		13,1
Importations de services (Md€, 1 ^{er} semestre 2017) (INE)		7,1
Inflation sous-jacente (% , octobre 2017) (INE)		1,3
Taux de chômage (% , octobre 2017) (INE)		8,5

Situation des établissements bancaires

- **La Commission du Marché des Valeurs Mobilières conteste la proposition de supervision bancaire du Gouvernement**

Le 6 décembre, dans ses commentaires de la proposition de révision de supervision bancaire du Gouvernement, la **Commission du Marché des Valeurs Mobilières (CMVM) a estimé que le nouveau Conseil de Supervision et de Stabilité (CSEF) ne pouvait disposer d'un pouvoir contraignant sur les autorités de supervision actuelles**, à savoir la Banque du Portugal, l'Autorité de Supervision des Assurances et la CMVM. Comme la Banque du Portugal, la CMVM considère nécessaire la création d'un comité de supervision, soit au sein de l'actuel Conseil National des Superviseurs Financiers, soit du CSEF, et propose également l'instauration pour ce comité d'une présidence rotative entre la Banque du Portugal, l'Autorité de Supervision des Assurances et la CMVM.

Pour rappel, le Gouvernement a présenté le 18 septembre la proposition de révision élaborée par le groupe de travail dirigé par l'ancien président de la CMVM, Carlos Tavares. Ce rapport suggère de confier à une **nouvelle entité (le CSEF) les fonctions d'autorité de résolution et de supervision macro-prudentielle**, actuellement confiées au Conseil National des Superviseurs Financiers constitué par la Banque du Portugal, la CMVM et l'Autorité de Supervision des Assurances. Une personne extérieure à ces institutions dirigerait cette entité, épaulée par deux administrateurs exécutifs nommés par le Ministre des Finances. L'un de ces deux administrateurs serait notamment chargé des résolutions bancaires, ce rôle étant actuellement dévolu au gouverneur de la Banque du Portugal. Les membres du Conseil National des Superviseurs Financiers actuel siègeraient au conseil d'administration du CSEF. **Un autre superviseur serait également créé : le Conseil Supérieur de Politique Financière, dirigé par le Ministre des Finances et ayant pour mission d'assurer la**

stabilité financière du pays. Ces deux nouveaux conseils ainsi que les trois actuels superviseurs constitueraient le nouveau Système National de Supervision Financière.

Situation budgétaire

- **Fitch relève de deux crans la notation de la dette publique portugaise**

Le 15 décembre, l'agence de notation Fitch a amélioré de deux crans la notation de la dette souveraine portugaise, la faisant passer directement de « BB+ » (catégorie spéculative) à « BBB » (catégorie d'investissement).

Ce relèvement fait suite à celui de *Standard & Poor's* à la mi-septembre ; pour rappel, depuis la crise des dettes souveraines, l'agence de notation canadienne *DBRS* était la seule à maintenir le Portugal dans la catégorie « *investissement* », permettant au pays d'émettre des titres sur les marchés financiers et d'être éligible au programme de rachat de titres de dette de la BCE.

Le retour à la catégorie d'investissement par deux des trois principales agences de notation devrait faciliter son financement sur les marchés en attirant de nouveaux investisseurs ; en particulier, l'intégration de la dette portugaise dans les grands indices obligataires de référence et les fonds dédiés aux obligations souveraines européennes qui s'y réfèrent devrait renforcer la demande pour les titres portugais et partant, favoriser la poursuite de la baisse du coût de financement du pays, en dépit du ralentissement annoncé du programme de rachats de titres de la BCE.

Le taux des obligations portugaises à 10 ans est passé sous la barre de 1,8% et le spread s'est ainsi réduit de plus de 200 points de base en un an avec l'Allemagne et l'Italie ; à la mi-décembre, le taux des obligations portugaises à 10 ans est passé, pour la 1^{ère} fois depuis 2010, sous celui de l'Italie, traduisant l'appréciation de la perception de l'économie portugaise relativement à celle des autres pays de la zone euro.

Moody's est désormais la seule grande agence de notation à maintenir le Portugal dans la catégorie « spéculative » et pourrait l'en sortir à son tour lors de la prochaine révision de sa note, prévue en janvier 2018. Les autres révisions déjà annoncées début 2018 devraient avoir lieu le 16 mars (*Standard & Poor's*) et le 20 avril (*DBRS*).

- **Le Portugal a effectué un nouveau remboursement anticipé d'1 Md€ au FMI**

Le 18 décembre, l'Institut de Gestion du Trésor et de la Dette Publique (IGCP) a effectué un remboursement anticipé de 1 Md€ au Fonds Monétaire International (FMI). Cette opération porte les remboursements du Portugal au FMI à 10,2 Md€ sur l'année 2017 et le total des remboursements à 80 % du prêt de 26,3 Md€ accordé par le FMI en 2012 dans le cadre du programme d'ajustement.

Sectoriel

- **Lisbonne accueillera la 1^{ère} réunion de l'Alliance pour la décarbonisation des transports**

Le 11 novembre, les Pays-Bas, le Costa Rica, le Portugal et la France et plusieurs entreprises comme Michelin, Alstom, Itaipu Binacional ont annoncé une nouvelle « Alliance pour la Décarbonisation des Transports » (TDA, selon le sigle anglais) lors de la journée thématique transport de la COP 23 qui s'est tenue à Bonn.

La TDA est une coalition de *leaders* sur les transports et le changement climatique, comprenant les pays, les autorités locales (villes, autorités de transport, régions) et les entreprises, pour favoriser une transformation profonde de la mobilité en soutien à l'accord de Paris. Les membres de l'alliance s'engagent dans une dynamique de décarbonisation des transports et de mobilité à zéro émission afin d'atteindre plus rapidement l'objectif global de neutralité carbone d'ici 2050. **La TDA a été incluse dans les 12 engagements internationaux en matière de lutte contre les effets du**

changement climatique annoncés lors du *One Planet Summit* à Paris. La 1^{ère} réunion de cette alliance se tiendra à Lisbonne les 27 et 28 février 2018 afin, notamment, de fixer sa structure et son mode de fonctionnement.

Divers

- **Le salaire minimum portugais augmentera de 4,1 % en janvier 2018**

Le 19 décembre, au terme d'une concertation sociale n'ayant pas permis de conclure un accord avec les partenaires sociaux, le ministre du Travail, de la Solidarité et de la Sécurité Sociale, José António Vieira da Silva, a annoncé que **le salaire minimum mensuel brut augmenterait de 4,1 %, passant de 557 € à 580 € à compter du 1^{er} janvier 2018**. Cette décision a été adoptée en Conseil des ministres le 21 décembre.

- **La Banque du Portugal a évalué l'impact de la crise catalane sur l'économie portugaise**

Dans son bulletin économique de décembre 2017, la Banque du Portugal a évalué l'impact que la crise provoquée par les velléités d'indépendance en Catalogne pourrait avoir sur le PIB portugais. **Dans le cas où l'incertitude liée à la crise ne serait que temporaire, l'impact sur le taux de variation du PIB serait inférieur à - 0,1 p.p. en 2018 et 2019 tandis que si l'incertitude devait persister, l'impact pourrait atteindre - 0,1 p.p. en 2018 et - 0,2 p.p. en 2019.** La Banque du Portugal estime qu'en prenant également en compte les effets de cette incertitude au niveau européen, **l'impact sur le PIB portugais de la crise catalane pourrait atteindre - 0,3 p.p. en 2018 et 2019.** Le Portugal est fortement dépendant de la santé économique de son voisin puisque l'Espagne est son 1^{er} partenaire commercial et l'un de ses principaux investisseurs.

- **La Banque du Portugal écarte l'existence d'une bulle immobilière au Portugal**

Au 1^{er} semestre 2017, les prix du logement ont augmenté de 7 % en glissement annuel. Cependant, dans son rapport sur la stabilité financière publié le 6 décembre, **la Banque du Portugal écarte le risque de bulle immobilière, considérant que l'évolution des prix de l'immobilier est en accord avec la croissance économique et que les transactions immobilières ne reposent pour l'heure qu'en faible partie sur le crédit :** au 2nd trimestre 2017, les transactions immobilières des ménages reposaient à 45 % sur le crédit (contre 65 % en 2008, avant la crise financière). La Banque du Portugal reconnaît néanmoins une « *appréciation excessive* » de l'immobilier dans les centres urbains et un risque potentiel lié à l'augmentation des crédits immobiliers aux particuliers, dont le niveau d'endettement est encore important (70% du PIB)

- **Les partis de l'aile gauche politique remettent en cause le service public rendu par la poste portugaise (CTT)**

En septembre 2014, l'Etat portugais s'était désengagé totalement du capital de la poste portugaise (CTT) au terme d'une seconde phase de privatisation.

Le 15 décembre, l'Assemblée de la République du Portugal a étudié des propositions de différents partis de gauche reprochant à l'entreprise une perte de qualité du service depuis sa privatisation. Le Parti socialiste a demandé une évaluation du service rendu, tandis que ses alliés de gauche (le Parti communiste, le Bloc de Gauche et le Parti Ecologique Les Verts) réclament une renationalisation. Ces critiques font notamment suite à une amende infligée par l'autorité portugaise de régulation des communications (ANACOM), reprochant à la Poste portugaise de ne pas respecter le contrat de prestation du service postal universel. **Le Gouvernement a annoncé la création au 1^{er} semestre 2018 d'un groupe de travail afin d'évaluer le service rendu par les CTT dans le cadre de son contrat de concession,** mais le Premier ministre a indiqué que le gouvernement n'avait pas l'intention de renationaliser l'entreprise.

La détérioration des résultats des CTT au 3^{ème} trimestre (baisse des bénéfices de 57,6% sur les neuf premiers mois de l'année 2017) **a entraîné une chute de sa capitalisation boursière** (le cours de l'action est de 3,2 € en décembre 2017 contre 5,52 € en 2014), **conduisant l'entreprise à annoncer un plan de restructuration. Ainsi, le 19 décembre, l'entreprise a annoncé un plan de réduction des coûts de 45 millions d'euros d'ici à 2020,** prévoyant des baisses de salaires pour les cadres dirigeants, la renégociation des contrats avec ses fournisseurs, la fermeture d'agences (plus de 4.000 au total aujourd'hui) et surtout **la suppression de 800 postes d'ici 2020,** s'ajoutant au plan de départs négociés

actuellement en cours pour 200 postes (soit une baisse totale de 8% des effectifs de l'entreprise). **Les employés des CTT ont émis un préavis de grève pour le 21 et 22 décembre**, réclamant la nationalisation de l'entreprise, de meilleures conditions de travail et la préservation des postes existants.

- **Le Ministre du Travail, de la Solidarité et de la Sécurité Sociale intervient dans le conflit entre l'administration de l'usine portugaise du groupe Volkswagen et ses travailleurs**

Le groupe Volkswagen prévoit la production de 240.000 véhicules de son nouveau modèle « T-ROC » en 2018 dans l'usine Autoeuropa, située à Palmela (Sud de Lisbonne), soit le triple de celle de 2016. En conséquence, l'entreprise a prévu de recruter 2.000 nouveaux salariés et d'augmenter les horaires de travail. Or les deux pré-accords trouvés entre l'administration d'Autoeuropa et la Commission de Travailleurs ont été rejetés par cette dernière (en juillet, avec une grève de 24h, et en décembre), poussant, le 12 décembre, l'entreprise à faire une proposition unilatérale de nouveaux horaires de travail devant débiter dès le 29 janvier avec le recrutement de 200 personnes supplémentaires.

Préoccupé par l'enlisement du conflit à Autoeuropa, **le Ministre du Travail, de la Solidarité et de la Sécurité Sociale, José António Vieira da Silva, a convoqué le 15 décembre une réunion entre l'administration de l'usine et ses travailleurs afin d'entamer un « dialogue social productif ».** Les négociations ont officiellement repris le 18 décembre.

Il s'agit d'une situation inédite pour l'usine portugaise du groupe Volkswagen, qui n'avait jamais connu de grève depuis son implantation au Portugal, en 1995. Les tensions ont notamment augmenté depuis le départ à la retraite du représentant syndical historique, António Chora, début 2017. **L'intervention du ministre portugais se justifie par la menace d'une relocalisation de tout ou partie de la production prévue à Palmela hors du Portugal, alors que l'usine représentait à elle seule 85,5 % de la production d'automobile portugaise, 1 % du PIB et 3 % des exportations du pays en 2016,** proportions amenées à croître sensiblement avec le développement de la production du « T-ROC ». Le parc industriel où se trouve Autoeuropa compte également une vingtaine d'entreprises fournisseuses employant 3.000 travailleurs, qui pourraient être impactées par une telle relocalisation.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne (adresser les demandes à lisbonne@dgtresor.gov.fr)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : SE de Lisbonne**Ambassade de France au Portugal - Service Économique****Adresse :****Rua Santos-o-velho, 5,
1249-079 Lisbonne
PORTUGAL****Rédigé par : Léa AUTIER****Revu par : Stanislas GODEFROY**